



Programme Alimentaire Mondial

**Première session ordinaire
du Conseil d'administration
Rome, 8–10 février 2016**

Distribution: Générale

Date: 11 janvier 2016

Original: Anglais

Point 4 de l'ordre du jour

WFP/EB.1/2016/4-D

Questions de politique générale

Pour information

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>).

Point sur la politique en matière de nutrition

Résumé

À la demande du Conseil, le PAM communique régulièrement des mises à jour sur l'application de sa politique dans le domaine de la nutrition, qui a été approuvée en février 2012.

Depuis lors, le PAM a contribué: i) à l'élargissement du mouvement Renforcer la nutrition (SUN) à 56 pays; ii) à des consultations sur le programme de développement pour l'après-2015; iii) à l'application de la politique dans 53 bureaux de pays; et iv) au renforcement du dialogue avec les gouvernements en matière de nutrition.

Les travaux du PAM dans le domaine de la nutrition sont coordonnés avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, l'Organisation mondiale de la Santé et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Ils sont harmonisés grâce à la collaboration avec le mouvement SUN, le Réseau des Nations Unies pour le mouvement SUN et le module de la nutrition, en vue de promouvoir l'efficacité, l'efficience, la complémentarité et le recours à des approches intégrées. Le PAM et ses partenaires aident les gouvernements à appliquer leur politique nutritionnelle par l'entremise du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement.

La politique repose sur quatre piliers, à savoir: i) traiter la malnutrition aiguë modérée chez les enfants de 6 à 59 mois, les femmes enceintes, les mères allaitantes et les personnes vivant avec le VIH ou sous traitement antituberculeux; ii) prévenir la malnutrition aiguë modérée; iii) prévenir le retard de croissance pendant les 1 000 premiers jours après la conception; et iv) remédier aux carences en micronutriments. La politique porte aussi sur les interventions ayant une dimension nutritionnelle dans le cadre de l'alimentation scolaire, des distributions générales de vivres, de l'assistance alimentaire pour la création d'actifs et d'autres activités dans lesquelles la nutrition n'est pas l'objectif premier. Le PAM travaille en partenariat avec les gouvernements, les milieux universitaires, les organisations non gouvernementales, les donateurs et le secteur privé, aux fins d'apporter une assistance technique et de mettre en œuvre des programmes, d'évaluer les effets directs, d'améliorer la programmation, de guider les politiques nutritionnelles et d'enrichir la base de données factuelles sur la nutrition.

Coordonnatrice responsable:

Mme L. Landis
Directrice
Division de la nutrition
tél.: 066513-6470

À la demande du Conseil, la politique du PAM en matière de nutrition a fait l'objet d'un examen à mi-parcours en 2015. La direction a accepté les recommandations formulées à cette occasion, et la Division de la nutrition s'emploie à définir les actions prioritaires propres à améliorer la programmation sur le terrain sur la base des constatations.

Tout en tenant compte de ces considérations, le PAM continuera: de rechercher les moyens de prévenir la malnutrition aiguë; de contribuer à renforcer la base de données factuelles sur la programmation de la prévention de la malnutrition et sur l'utilisation de compléments alimentaires enrichis produits localement pour répondre aux besoins en nutriments; d'investir dans l'amélioration des études préliminaires, du suivi et de l'évaluation; et de lutter contre la malnutrition chez les femmes enceintes et les mères allaitantes. Avec ses partenaires, le PAM continuera de contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable, de consolider les effets directs en matière d'éducation et de nutrition, et d'améliorer les dispositifs de programmation visant à prévenir la malnutrition chronique chez les enfants afin de briser le cycle intergénérationnel de la dénutrition, en mettant l'accent sur les 1 000 premiers jours après la conception. Il s'emploiera notamment à intégrer de nouveaux groupes cibles tels que les adolescentes et à améliorer l'analyse de la problématique hommes-femmes dans les programmes de nutrition.

Contexte

1. En février 2012, le Conseil a approuvé la politique du PAM en matière de nutrition¹, qui présentait les activités que le PAM devait mener aux côtés de partenaires des Nations Unies, de la société civile, des milieux universitaires et du secteur privé pour aider les gouvernements à définir et à mettre en œuvre des politiques et des programmes dans le domaine de la nutrition.
2. La politique en matière de nutrition expose les priorités de l'action du PAM. Les quatre piliers des programmes axés sur la nutrition sont les suivants: i) traiter la malnutrition aiguë modérée chez les enfants de moins de 5 ans, les femmes enceintes, les mères allaitantes ainsi que les personnes vivant avec le VIH ou sous traitement antituberculeux; ii) prévenir la malnutrition aiguë modérée; iii) prévenir le retard de croissance pendant les 1 000 premiers jours après la conception; et iv) remédier aux carences en micronutriments. La politique porte aussi sur les interventions qui ont une dimension nutritionnelle dans le cadre de l'alimentation scolaire, des distributions générales de vivres, de l'assistance alimentaire pour la création d'actifs/pour la formation/contre travail et d'autres activités dans lesquelles la nutrition n'est pas l'objectif premier.
3. Lors de la deuxième session ordinaire de 2015 du Conseil, en réponse à l'évaluation à mi-parcours de la politique en matière de nutrition, le Secrétariat a communiqué un point sur les réalisations majeures et les principaux résultats attendus, qui aidera à définir l'orientation future des activités nutritionnelles du PAM.

Faits nouveaux relatifs au mouvement SUN, au Comité de la sécurité alimentaire mondiale, au Réseau des Nations Unies pour le mouvement SUN et au module de la nutrition

4. Le PAM participe au mouvement SUN et soutient à ce titre les priorités et plans nationaux en matière de nutrition dans le cadre d'une approche multisectorielle et multipartite. Il participe également au module de la nutrition en vue de promouvoir l'efficacité et l'efficience.
5. Le mouvement SUN a été étendu à 56 pays. La Directrice exécutive du PAM est membre du Groupe de direction du mouvement SUN. Le Conseiller principal pour la nutrition, Martin Bloem, a été nommé au Comité exécutif du mouvement SUN (composé de 15 membres) pour deux ans pour superviser et appuyer la mise en œuvre de la stratégie SUN et renforcer le respect de l'obligation redditionnelle au sein du mouvement. Le PAM héberge le Secrétariat du

¹ WFP/EB.1/2012/5-A.

Réseau des Nations Unies pour le mouvement SUN et de l'initiative Efforts renouvelés contre la faim et la dénutrition chez les enfants (REACH), et fait partie du Groupe consultatif technique. Le Réseau offre un espace permettant de resserrer la coordination interorganisations et d'harmoniser l'appui apporté aux pays participant au mouvement SUN. Il facilite les activités menées par l'initiative REACH à la demande des pays pour soutenir les processus SUN, notamment en matière d'assistance technique, de coordination, d'analyse et de renforcement des capacités dans le cadre d'interventions en faveur de la nutrition conduites par les pays. Le Secrétariat du Réseau des Nations Unies pour le mouvement SUN et de l'initiative REACH élabore actuellement la stratégie 2.0 dont la version définitive est prévue pour avril 2016. Le PAM fait également partie du Fonds d'affectation spéciale multipartenaires de SUN.

6. Le PAM et l'Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition assurent la présidence du Réseau d'entreprises SUN, une plate-forme qui vise à amener les entreprises à s'engager de manière responsable en faveur de la nutrition. Ce réseau associe des entreprises de toutes tailles opérant dans les secteurs de la logistique, de la finance, de l'alimentation, de l'énergie, des ressources naturelles et des télécommunications.
7. Le PAM joue un rôle majeur au sein du Comité de la sécurité alimentaire mondiale, en particulier dans la définition du créneau de celui-ci en matière de nutrition en tant qu'instance multipartite pour les systèmes alimentaires, à la suite de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition tenue en novembre 2014. Martin Bloem, le Conseiller principal pour la nutrition, fait partie de l'équipe technique chargée de mener ces travaux et de fournir des conseils stratégiques au Groupe d'experts de haut niveau du Comité de la sécurité alimentaire mondiale.
8. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) est l'organisme chef de file du module mondial de la nutrition. Au titre de sa contribution au module, le PAM a assuré la présidence de l'Équipe spéciale chargée de la malnutrition aiguë modérée, a participé au Groupe consultatif stratégique et a joué un rôle de premier plan dans l'élaboration du document intitulé *Moderate Acute Malnutrition: A Decision Tool for Emergencies* (publié en juin 2014). Il a également participé aux modules de la nutrition mis en place à l'occasion de certaines situations d'urgence, notamment à la suite du tremblement de terre au Népal (2015) et pendant la crise en cours au Soudan du Sud.
9. Le PAM a collaboré avec de multiples parties prenantes pour faire en sorte que la nutrition soit convenablement prise en compte dans les objectifs de développement durable (ODD). C'est en partie grâce à son travail que l'ODD 2 intègre les besoins mondiaux dans la mesure de la nutrition.

Point sur l'application de la politique en matière de nutrition

10. À travers ses programmes nutritionnels, le PAM collabore avec les gouvernements pour veiller à ce que les quatre piliers spécifiques de la politique en matière de nutrition s'adressent aux bénéficiaires ciblés, parallèlement à d'autres actions ayant une dimension nutritionnelle (le cinquième pilier de la politique) dans les régions où la sécurité alimentaire est insuffisante.
11. En 2014, le PAM a mis en œuvre des programmes de nutrition dans 53 pays dans le cadre de 83 projets relevant de ses six bureaux régionaux. Ces programmes ont permis d'atteindre plus de 10,3 millions d'enfants de 6 à 59 mois, de femmes enceintes et de mères allaitantes. Une moitié des enfants ont été pris en charge dans le cadre du traitement de la malnutrition aiguë modérée et l'autre moitié dans celui des programmes de prévention de la dénutrition.
12. Le Plan de renforcement des capacités du PAM en matière de nutrition, géré par l'intermédiaire d'un fonds fiduciaire multidonateurs, a facilité la mise en œuvre de la politique dans neuf pays: El Salvador, Guatemala, Kenya, Madagascar, Niger, Ouganda, République démocratique populaire lao, Soudan et Soudan du Sud. Ce plan comprend cinq piliers stratégiques: i) partenariats, plaidoyer et développement des capacités nationales en matière de nutrition; ii) amélioration des capacités, des connaissances et des compétences dans le domaine de la nutrition; iii) amélioration de l'analyse, du suivi et de l'évaluation de la nutrition; iv) amélioration de l'accès à un régime alimentaire nutritif et à des produits répondant aux normes de sécurité sanitaire et de qualité; et v) contributions à la base mondiale de données factuelles sur la nutrition.

13. Dans le cadre du Plan de renforcement des capacités en matière de nutrition, le bureau du PAM au Soudan a mis en œuvre un vaste programme d'enrichissement d'aliments à domicile utilisant des micronutriments en poudre à l'intention de 140 000 enfants âgés de 6 à 59 mois par l'intermédiaire d'une plateforme communautaire de fourniture de services de prévention et de traitement. Outre la prévention et le traitement de la malnutrition aiguë modérée chez les jeunes enfants, les activités menées dans le cadre de cette plateforme comprenaient des initiatives de communication destinées à faire évoluer les comportements en vue d'améliorer les pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants, ainsi qu'un programme de transferts monétaires à destination des femmes enceintes assistant aux sessions organisées par les services de soins prénatals.
14. Dans les zones géographiques non couvertes par la plateforme, une stratégie innovante fondée sur les marchés a été mise en place dans les centres urbains afin d'améliorer l'accès aux micronutriments en poudre. Afin de générer une demande durable de ces micronutriments, une stratégie de marque accompagnée de directives a été élaborée par une société nationale de commercialisation – le nouveau nom du produit est le premier nom commercial attribué à un produit de ce type au Soudan.
15. Au Soudan du Sud, le Plan de renforcement des capacités en matière de nutrition contribue à améliorer les capacités dans les États non touchés par les conflits ainsi qu'à l'échelle nationale grâce au soutien apporté à l'Unité chargée de la nutrition du Ministère de la santé, aux initiatives nationales SUN et aux modules de la nutrition intervenant au niveau des États. Malgré la situation d'urgence complexe en cours, d'importants progrès ont été accomplis dans le cadre de la révision des directives nationales sur la prise en charge communautaire de la malnutrition aiguë et le renforcement des capacités humaines.
16. Conformément au plan national intitulé *Plan del Pacto Hambre Cero*, le PAM appuie le Gouvernement guatémaltèque à la faveur d'actions spécifiquement axées sur la nutrition afin d'améliorer les pratiques d'alimentation complémentaire chez les enfants âgés de 6 à 23 mois. Depuis mars 2014, il aide le Gouvernement à mettre en œuvre un programme complet de lutte contre la dénutrition dans le département de Totonicapán. L'appui du PAM comprend plusieurs volets: activités éducatives et visant à faire évoluer les comportements en vue d'améliorer les pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants ainsi que la nutrition maternelle au moyen de conseils dispensés dans les centres de santé et les communautés; distribution d'un aliment nutritif spécial produit localement, le *Mi Comidita* (SuperCereal Plus), plus riche en acides aminés et en micronutriments que le produit disponible auparavant (VitaCereal); et développement des capacités du personnel de santé au niveau du pays et des districts. Le programme comprend aussi des activités de recherche opérationnelle pour comparer les effets du *Mi Comidita* et du VitaCereal sur la santé et la nutrition des enfants âgés de 6 à 23 mois et mesurer l'impact des activités d'éducation sur le régime alimentaire de ces enfants et de leur mère. Le Gouvernement a étendu le programme à d'autres départements.
17. Au Rwanda, le PAM, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et les partenaires soutiennent les efforts visant à réduire le retard de croissance et l'anémie parmi les réfugiés congolais dans cinq camps grâce à un dispositif intégré d'activités essentielles de prévention spécifiquement axées sur la nutrition et d'activités complémentaires fondées sur des filets de sécurité. Ces activités comprennent le traitement de la malnutrition aiguë chez les enfants âgés de 6 à 59 mois, la prévention de la malnutrition chronique et des carences en micronutriments au moyen de la supplémentation alimentaire généralisée chez les enfants âgés de 6 à 23 mois, les femmes enceintes et les mères allaitantes et un soutien nutritionnel pour les personnes sous traitement antirétroviral et antituberculeux. Le soutien nutritionnel est dispensé dans le cadre de programmes de développement de la petite enfance destinés aux enfants de 24 à 59 mois, du programme de repas scolaires et des distributions générales de vivres soit en nature soit sous forme d'espèces en fonction des conditions du marché. L'état nutritionnel des réfugiés congolais au Rwanda s'est amélioré de manière constante depuis 2012, les taux de prévalence du retard de croissance et de l'anémie ayant atteint leur plus bas niveau en 2015. Le taux moyen de retard de croissance dans les cinq camps a reculé, passant de 37,5 pour cent en 2012 à 29,6 pour cent en 2015. La prévalence moyenne de l'anémie a régressé encore plus, tombant de 55,6 pour cent à

- 30,2 pour cent. Les réductions de l'anémie et du retard de croissance ont été stables dans les cinq camps, si l'on considère les résultats stratifiés.
18. Le Cadre de résultats stratégiques pour 2014–2017 a introduit de nouvelles exigences en matière de mesure de la nutrition pour tous les programmes concernés. Les lignes directrices sur les méthodes à adopter à l'appui du nouveau cadre ont été élaborées fin 2013, puis révisées en 2014 et 2015 pour tenir compte de l'évolution des requêtes relatives aux mesures en provenance du terrain. Des évaluations pilotes ont été conduites pour tester la faisabilité de l'application à grande échelle des techniques de mesure destinées aux programmes de traitement de la malnutrition aiguë modérée. Plusieurs sessions de formation ont été organisées dans tous les bureaux régionaux pour expliquer les nouvelles exigences au personnel chargé de la nutrition ainsi que du suivi et de l'évaluation dans ces bureaux et dans les bureaux de pays.
 19. Parmi les innovations introduites dans la programmation nutritionnelle du PAM au niveau des pays figure un plan conjoint de renforcement de la nutrition pour le Soudan du Sud, mis en place avec l'UNICEF en juillet 2014. Depuis lors, les deux organismes ont montré qu'avec la collaboration du module de la nutrition et de partenaires gouvernementaux ils pouvaient faire face à des niveaux critiques de malnutrition, même dans l'environnement très complexe et instable du Soudan du Sud. L'UNICEF et le PAM ont acquis un savoir-faire technique, noué des partenariats, constitué des réserves et enrichi la base de données factuelles afin de contribuer à l'extension de la couverture des services de nutrition d'importance vitale. Il a été fait appel à un mécanisme innovant d'intervention rapide et à la mobilisation sociale pour venir en aide à des enfants qui sinon auraient été exclus, ce qui a permis aux deux organismes de traiter, au premier semestre 2015, un nombre beaucoup plus élevé d'enfants souffrant de malnutrition aiguë que pendant toute l'année 2014.
 20. Le PAM continue d'investir dans l'amélioration de sa capacité à mettre en œuvre des programmes de prévention nutritionnelle et à produire des données factuelles plus pertinentes afin d'éclairer la programmation. Dans le cadre d'un programme de prévention du retard de croissance des enfants de moins de 2 ans financé par la Children's Investment Fund Foundation au Malawi, une approche adaptative a été appliquée de façon à permettre aux responsables de projets et aux partenaires de recevoir des informations sur les résultats presque instantanément, dans un format conçu pour guider et appuyer les décisions de la direction. Cette approche améliore également l'efficacité et l'efficience en réduisant les erreurs d'inclusion. Les enseignements tirés de cette expérience seront exploités par le PAM pour améliorer la production de données factuelles, le suivi et l'évaluation ainsi que l'intégration des programmes.
 21. Le PAM investit aussi dans de nouvelles méthodes d'évaluation de la nutrition, notamment en expérimentant un outil destiné à combler le déficit en nutriments, que le PAM a mis au point en 2014/15 avec des apports techniques de l'UNICEF et d'instituts de recherche tels que l'université de Californie à Davis, l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires et Epicentre. L'outil offre un cadre d'analyse approfondie de la situation nutritionnelle, notamment à travers l'utilisation accrue de l'outil qui calcule le coût du régime alimentaire, et vise à faciliter la prise de décisions en aidant à trouver des stratégies susceptibles d'améliorer l'alimentation complémentaire, en particulier grâce à un meilleur accès aux nutriments pendant la période critique des 1 000 premiers jours de la vie. L'outil destiné à combler le déficit en nutriments a été expérimenté en El Salvador, au Ghana et à Madagascar en 2015.
 22. En collaboration avec des organismes partenaires, des gouvernements, des instituts de recherche et le secteur privé, le PAM s'emploie à accélérer la dynamique et la volonté d'introduire et de transposer à plus grande échelle l'enrichissement du riz, en tant que stratégie efficace pour remédier aux carences en micronutriments. Le Bureau régional de Bangkok a coordonné avec ses partenaires la tenue du premier atelier régional sur le renforcement de l'enrichissement du riz en Asie, à l'occasion duquel les principales parties prenantes ont débattu des dernières évolutions au plan politique et technique ainsi que de la base de données factuelles existante, et ont confronté leurs expériences et échangé les enseignements tirés.

L'avenir de la nutrition au PAM

23. À la demande du Conseil, la politique du PAM en matière de nutrition a fait l'objet d'un examen à mi-parcours en 2015. La direction a accepté les recommandations formulées à cette occasion, et la Division de la nutrition s'inspire des constatations pour améliorer la programmation sur le terrain.
24. Le PAM élabore actuellement une stratégie de recherche sur les opérations en matière de nutrition. Les principales actions envisagées sont les suivantes: i) catalogage de tous les travaux de recherche opérationnelle sur la nutrition en cours au PAM; ii) définition des priorités de la recherche opérationnelle en matière de nutrition pour les années à venir; et iii) collaboration avec des partenaires et des parties prenantes majeures pour trouver des synergies pour catalyser l'action. Comme il est recommandé dans l'examen à mi-parcours, la Division de la nutrition donnera la priorité aux investissements dans la recherche opérationnelle destinés à développer la base de données factuelles sur les programmes de prévention et les aliments complémentaires enrichis. Les travaux de recherche porteront principalement sur l'amélioration de la mise en œuvre des programmes afin de remédier aux problèmes d'accès aux nutriments.
25. Depuis l'introduction de la politique, la Division de la nutrition a fait de substantiels investissements dans les activités de suivi et d'évaluation de la nutrition. Les actions destinées à garantir la qualité des nouvelles mesures de la nutrition comprendront la diffusion des directives sur l'évaluation de la couverture des programmes de traitement de la malnutrition aiguë modérée et sur l'utilisation de voies d'impact des programmes, dans l'objectif d'améliorer la conception, la mise en œuvre ainsi que le suivi et l'évaluation de ces derniers grâce au recours accru aux données relatives à la performance.
26. La Division de la nutrition accordera la priorité aux actions qui aident le personnel à mieux comprendre les activités ayant une dimension nutritionnelle, notamment l'élaboration et la diffusion de directives sur les programmes tenant compte de cette dimension, la production de données factuelles sur les liens entre ces programmes et les effets directs obtenus en matière de nutrition, et le renforcement de la complémentarité entre les programmes ayant une dimension nutritionnelle et ceux spécifiquement axés sur la nutrition.
27. Les adolescentes, surtout celles qui sont le plus marginalisées, sont dorénavant considérées comme un nouveau groupe cible pour les activités de nutrition. Étant donné qu'une forte proportion des premières grossesses se produisent chez les adolescentes, il est essentiel d'intervenir auprès de ces dernières avant la conception pour briser le cycle intergénérationnel de la dénutrition et réduire le risque de mortalité pendant l'accouchement. Or, peu de données ont été recueillies sur la mise en place de solutions de grande ampleur efficaces et efficaces destinées à lutter contre la malnutrition des adolescentes, en particulier au moyen d'approches multisectorielles. Pour combler cette lacune, les adolescentes vulnérables ont besoin de services comprenant l'éducation, la santé, la nutrition et la formation axée sur les moyens d'existence. Dans le cadre de cette approche intégrée, le PAM mènera des activités spécifiquement axées sur la nutrition, des activités à dimension nutritionnelle et des actions de communication pour faire évoluer les comportements, en coordination avec les services assurés par d'autres partenaires.
28. La Division de la nutrition compte aussi parmi ses priorités l'intégration de l'analyse de la problématique hommes-femmes dans les programmes de nutrition. Il s'agit notamment d'améliorer l'analyse et le suivi des inégalités entre les sexes conformément à la nouvelle politique en matière de problématique hommes-femmes, de resserrer la collaboration avec le Bureau chargé de la prise en compte de la problématique hommes-femmes et l'Unité d'analyse de la vulnérabilité, et d'actualiser les directives et les outils utilisés pour intégrer les questions liées à la problématique hommes-femmes dans les évaluations.
29. La Division de la nutrition élabore actuellement une stratégie de communication pour améliorer la diffusion des directives, des travaux de recherche, des études de cas et des points d'information sur les questions de nutrition. La stratégie appliquera une approche en deux volets consistant à améliorer les possibilités et les outils de communication interne et externe, et notamment à créer de nouveaux contenus pour les sites Web internes et externes.

Liste des sigles utilisés dans le présent document

ODD	objectif de développement durable
REACH	Efforts renouvelés contre la faim et la dénutrition chez les enfants
mouvement SUN	mouvement Renforcer la nutrition
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance